



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement et de la protection des espaces

Installations classées pour la
protection de l'environnement

AUTORISATION

G.A.E.C. DES TOUCHES
à SAINT GEORGES SUR LOIRE
D3 - 2001 - n° 512

ARRETE

**Le préfet de Maine-et-Loire,
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 avril 1993 autorisant M. le Gérant du G.A.E.C. DES TOUCHES à exploiter un élevage de 28 000 volailles situé au lieu-dit "Les Petites Touches" à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;

Vu la demande formulée par MM. les Gérants du G.A.E.C. DES TOUCHES, dont le siège social est au lieu-dit "Les Petites Touches" à SAINT GEORGES SUR LOIRE, afin d'être autorisés à procéder à l'extension d'un élevage de poulets d'une capacité totale de 54 000 équivalents animaux à loger dans un bâtiment existant et un bâtiment à construire, à la même adresse ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté prescrivant l'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 20 février au jeudi 22 mars 2001 inclus sur la commune de SAINT GEORGES SUR LOIRE ;

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de SAINT GEORGES SUR LOIRE, SAINT GERMAIN DES PRES, LA POSSONNIERE et CHALONNES SUR LOIRE ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine ;

Vu le rapport du directeur des services vétérinaires, inspecteur des installations classées du 22 mai 2001 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 7 juin 2001 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512.1 du livre V du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Art. 1er - *MM. les Gérants du G.A.E.C. DES TOUCHES, dont le siège social est au lieu-dit "Les Petites Touches" à SAINT GEORGES SUR LOIRE, sont autorisés à procéder à l'extension d'un élevage de poulets d'une capacité totale de 54 000 équivalents animaux à loger dans un bâtiment existant et un bâtiment à construire, à la même adresse.*

Art. 2 - *Cet élevage constitue un établissement soumis à AUTORISATION rangé sous le n° 2111.1° de la nomenclature.*

Art. 3 - Pour la tenue de son établissement, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

L'élevage est implanté conformément au plan joint à la demande d'autorisation (annexe 1).

Il comprend un bâtiment existant et un bâtiment à construire.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales et conformément au plan d'aménagement paysager joint au dossier de demande d'autorisation.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 54 000 équivalents animaux.

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur litière.

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture.

4° Réseau pluvial

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne doit recevoir les eaux résiduelles des bâtiments ou de la plate forme de lavage du matériel.

Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des déjections sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux élevage sur litière sèche.

Les murs et cloisons des poulaillers sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Un compteur d'eau volumétrique est installée sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées soit vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents, soit vers un réseau collectif.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduelles est interdit.

5° Stockage

Les ouvrages de stockage doivent satisfaire aux prescriptions du deuxième alinéa de l'article 3.4°. Le stockage peut être fait exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches. Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

A l'issue de chaque bande les litières sont sorties et stockées aux champs sur les parcelles destinées à l'épandage.

6° Réduction des émissions d'odeurs

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeur et de poussières (adjonction éventuelle de superphosphate).

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage. Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

7° Epandage

L'épandage des effluents et des déjections solides produits sur l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après :

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Ils sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par an ,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols n'est dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandu, y compris par les animaux eux-mêmes, ne doit pas dépasser 170 kg/ha/an.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- à moins de 200 m des lieux de baignade et des plages,
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie,
- à moins de 35 m des berges des cours d'eau,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- sur les terrains à forte pente,
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol reste gelé ou abondamment enneigé.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte les informations suivantes :

- le plan prévisionnel d'épandage, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement,
- les dates d'épandage,
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

L'épandage des fumiers à moins de 65 % de matière sèche à moins de 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est suivi d'un enfouissement sous 24 heures.

L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation et sur les parcelles dont la liste est présentée en annexe 2.

Sans préjudice du respect des prescriptions qui pourront ultérieurement être prise concernant la zone du périmètre rapprochée et la zone de surveillance renforcée du projet de captage de "Boyan" et de "Bois tiers", aucun épandage de lisier n'y sera réalisé sur les parcelles concernées. Seul le fumier de bovins pourra éventuellement être épandu de façon maîtrisée.

Toute modification apportée à ce plan d'épandage doit être signalée à l'inspecteur des installations classées.

8° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La défense intérieure contre l'incendie est assurée de la façon suivante :

- par deux extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres minimum à raison d'un appareil pour 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau ;
- par des extincteurs appropriés aux risques existants dans les locaux à risques particuliers (chaufferie, tableau électrique...).

Ces appareils devront être facilement accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement.

La défense extérieure contre l'incendie devra être assurée par un point d'eau rendu accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie et d'une capacité minimum de 120 m³, en toute saison.

Une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m² (8 m x 4 m) est aménagée conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

La distance maximale entre l'aire d'aspiration et l'entrée principale du bâtiment le plus éloigné ne doit pas dépasser 200 mètres par les voies praticables.

L'implantation de cette réserve doit être soumise pour avis aux services d'incendie et de secours.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

9° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

10° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer un gêne pour sa sécurité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers, ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

11° Cadavres

Les animaux morts sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit. Leur élimination est réalisée selon les modalités prévues par le code rural.

12° Déchets d'emballage

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage de l'établissement sont le recyclage ou la valorisation. A cette fin l'exploitant peut :

- procéder lui-même à leur valorisation dans des installations agréées conformément au décret du 13 juillet 1994 ;
- les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée ;
- les céder par contrat à un intermédiaire régulièrement déclaré auprès du préfet.

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de SAINT GEORGES SUR LOIRE et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de SAINT GEORGES SUR LOIRE et envoyé à la préfecture.

Art. 7 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de MM. les Gérants du G.A.E.C. DES TOUCHES dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et dans les mairies de SAINT GEORGES SUR LOIRE, SAINT GERMAIN DES PRES, LA POSSONNIERE et CHALONNES SUR LOIRE.

Art. 9 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté du 8 avril 1993.

Art. 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de SAINT GEORGES SUR LOIRE, les inspecteurs des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 11 JUIL. 2001

Pour ampliation,
L'adjoint administratif


Guy BRICHETEAU

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet, directeur de cabinet

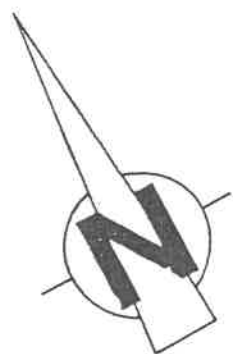

Cyrille MAILLET

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

Annexe 1

BATIMENT D'EXPLOITATION
ATELIER, RESERVE ALIMENT

Puits a 90 m



entation
té

BERGERIE
SUR LITIERE
ACCUMULEE

POMMIERS

Vu, pour être annexé
à L'arrêté n° 512
en date du 11 JUIL. 2001
ANGERS, le 11 JUIL. 2001
Le Préfet,

Pour Le Préfet et par délégation
L'adjoint administratif

G. BRICHETEAU

Aire stabilisée
pour reprise des fumiers

aire béton

POULAILLER PROJETE

fossé existant évacuation

C.P. 1

130

HAIE EXISTANTE

PLAN DE MASSE

ECHELLE : 1-500

• Relevé parcellaire du demandeur

Annexe 2

	Ha Ar Ca	DOSSIER :
SAU :	158 92 81	GAEC DES TOUCHES
SURFACE EPANDABLE :	120 77 08	LES PETITES TOUCHES
COEFF. DE DISPONIBILITE :	75,99	49170 ST GEORGES SUR LOIRE

- Exploitation de : GAEC DES TOUCHES - LES PETITES TOUCHES - 49170 ST GEORGES SUR LOIRE

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épan­dable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T: A+B+C
49	ST GEORGES SUR LORE	F	309	26900	19000	ETANG	0	0	0	0
			310	25200	22000	ETANG	0	3	0	3
			311	1300	1300		0	0	0	0
			312	47600	42500	RUISSEAU	0	3	0	3
			327	6700	5500	RUISSEAU	0	3	0	3
			328	9900	2000	RUISSEAU	0	3	0	3
			326	2600	1500	ETANG	0	3	0	3
			AI	105	200	0	0	0	0	0
			206	5600	4500	HABITATION	0	3	0	3
		ZD	41	0	0	MARAIS	0	3	0	3
			42	0	0	MARAIS	0	3	0	3
			43	0	0	MARAIS	0	3	0	3
			44	0	0	MARAIS	0	3	0	3
			46	0	0	MARAIS	0	3	0	3
			63	0	0	MARAIS	0	3	0	3
			64	0	0	MARAIS	0	3	0	3
			70	11800	11000	FOSSE	0	3	0	3
		ZE	72	28200	25000	FOSSE	0	3	0	3
			74	36000	30000	HABIT.+ FOSSE	0	3	0	3
			76	10600	9800	HABIT.+ FOSSE	0	3	0	3
			63	0	0	MARAIS	0	3	0	3
			64	6900	3000	FOSSE	0	3	0	3
			65	17100	12000	FOSSE	0	3	0	3
			69	17100	17100		0	0	0	0
			71	12000	12000		0	0	0	0
			72	12100	12100		0	0	0	0
			80	14900	14900		0	0	0	0
		ZH	81	11100	10800	ETANG	0	3	0	3
			106	17500	15000	CAPTAGE	0	3	0	3
			165	11600	10500	MARE	0	3	0	3
			167	10200	8000	FOSSE	0	3	0	3
			169	19100	17800	FOSSE	0	3	0	3
TOTAUX				362200	307300	Vu pour être annexé				

Vu pour être annexé

bon le préfet et par délégation à L'arrêté n° 512

L'adjoint administratif

en date du 11 JUL. 2001

ANGERS, le 11 JUL. 2001

E. BICHTEAU

Le Préfet Environnement

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épardable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T : A+B+C
49	ST GEORGES SUR LOIRE	ZP		362200	307300	REPORT	0	0	0	0
			15	70200	51000	FOSSE	0	3	0	3
			16	300	300		0	0	0	0
			17	4900	4900		0	0	0	0
			19	16900	6000	PROJET	0	3	0	3
			23	19400	12000	FOSSE	0	3	0	3
			24	14600	9000	FOSSE	0	3	0	3
			33	34300	24500	HABITATION	0	3	0	3
			35	7800	6500	FOSSE	0	3	0	3
			46	23300	20000	HABITATION	0	3	0	3
			50	30400	22000	FOSSE	0	3	0	3
			51	16200	12000	FOSSE	0	3	0	3
			52	3000	0	FOSSE	0	3	0	3
			79	16200	9500	FOSSE	0	3	0	3
			88	11200	3500	HABIT.+ FOSSE	0	3	0	3
			126	32800	25000	FOSSE	0	3	0	3
		ZR	131	24100	17000	HABIT.+ FOSSE	0	3	0	3
			15	8400	7800	RUISSEAU	0	3	0	3
			67	38600	26000	HABIT.+ FOSSE	0	3	0	3
			69	155300	129000	HABIT.+ FOSSE	0	3	0	3
			76	29000	18000	FOSSE	0	3	0	3
			78	17700	10000	FOSSE	0	3	0	3
			ZH	81	0	0	MARAIS	0	3	0
		AC	4	5300	5300		0	0	0	0
			228	5300	5300		0	0	0	0
			229	1300	1300		0	0	0	0
			230	4300	3500	HABITATION	0	3	0	3
			231	1800	0	HABITATION	0	3	0	3
		F	898	18800	14000	HABITATION	0	3	0	3
			900	2800	2800		0	0	0	0
			57	10000	7350		0	0	0	0
			910	11500	10500		0	0	0	0
			979	8400	8400		0	0	0	0
		AA	982	4300	3500		0	0	0	0
			25	6600	5800	HABITATION	0	3	0	3
			26	9300	9300		0	0	0	0
			27	20900	8000	RUISSEAU	0	3	0	3
			28	12100	7000	RUISSEAU	0	3	0	3
		AC	125	19600	15200	RUISSEAU	0	3	0	3
			126	4100	3500	RUISSEAU	0	3	0	3
			5	3900	3900		0	0	0	0
			129	9200	600	HABITATION	0	3	0	3
			ZP	3	11500	8400		0	0	0
		5		26200	23725		0	0	0	0
		6		4000	4000		0	0	0	0
		49	ST GERMAIN DES PRES	B	212	6200	6200		0	0
236	3800				1800		0	0	0	0
237	3600				3600		0	0	0	0
233	6200				6200		0	0	0	0
234	700				500		0	0	0	0
235	1800				1000		0	0	0	0
T O T A U X				1160300	891975					

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épardable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T : A+B+C
				1160300	891975	REPORT	0	0	0	0
			238	4800	4800		0	0	0	0
		C	542	6600	6000	HABITATION	0	3	0	3
			544	6900	2400	RUISSEAU+HAB.	0	3	0	3
			546	400	0	RUISSEAU	0	3	0	3
			699	6900	4000	HABITATION	0	3	0	3
			700	5000	0	RUISSEAU+HAB	0	3	0	3
		ZA	50	0	0	MARAIS	0	3	0	3
		B	239	2600	2000		0	0	0	0
49	ST GEORGES SUR LOIRE	ZP	31	10000	6500		0	0	0	0
		ZH	155	11340	10000		0	0	0	0
			153	7140	6800		0	0	0	0
		ZE	67	24917	20000		0	0	0	0
			68	5833	5833		0	0	0	0
			18	30271	19000		0	0	0	0
		ZP	44	36640	27500		0	0	0	0
			25	18760	0	RUISSEAU	0	3	0	3
			43	11200	0	RUISSEAU	0	3	0	3
			45	23480	21000		0	0	0	0
49	ST GERMAIN DES PRES	B	96	17730	14000	RUISSEAU	0	3	0	3
			97	6700	4800	RUISSEAU	0	3	0	3
			98	16470	5000	RUISSEAU	0	3	0	3
			100	41000	36500	MARE-RUISSEAU	0	3	0	3
			99	290	0	RUISSEAU	0	3	0	3
			101	5550	5300		0	0	0	0
			102	9830	8300	MARE	0	3	0	3
			110	16900	14000	RUISSEAU	0	3	0	3
			111	7500	5000	HABITATION	0	3	0	3
		ZI	21	94230	87000	RUISSEAU	0	3	0	3
							0	0	0	0
							0	0	0	0
TOTAUX				1589281	1207708					

• **Relevé parcellaire du premier tiers**

	Ha Ar Ca	DOSSIER :
SAU :	53 75 55	GAEC DES TOUCHES
Surface épanable :	46 32 85	LES PETITES TOUCHES
Coef. de disponibilité :	86,18	49170 ST GEORGES SUR LOIRE

Exploitation de : GASTE GERARD - LA RENAUDERIE - 49170 ST GEORGES SUR LOIRE

Dept	Commune	Section	N°	Superficie Parcelle	Superficie épanable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T : A+B+C	
49	ST GEORGES SUR LOIRE	ZR	63	9200	7000	RUISSEAU	0	3	0	3	
			64	17600	17600		0	0	0	0	
			65	67200	59500	RUISSEAU	0	3	0	3	
			66	30300	22825	RUISSEAU	0	3	0	3	
			62	42900	33000	RUISSEAU	0	3	0	3	
			28	28600	20000	RUISSEAU	0	3	0	3	
			30	20800	13000	RUISSEAU	0	3	0	3	
		ZC	56	9500	9500		0	0	0	0	
			57	24900	24900		0	0	0	0	
		ZE	74	20000	20000		0	0	0	0	
			75	11500	11500		0	0	0	0	
		F	82	24900	15000	RUISSEAU	0	3	0	3	
			2	26200	26200		0	0	0	0	
			3	7400	7400		0	0	0	0	
			4	2700	2700		0	0	0	0	
			404	5600	5600		0	0	0	0	
			405	2400	2400		0	0	0	0	
			422	2700	1500		0	0	0	0	
			424	2600	2600		0	0	0	0	
			425	900	900		0	0	0	0	
			426	12300	4000	HABIT+RUIS	0	3	0	3	
		ZR	749	12700	10425	MARAIS	0	3	0	3	
			88	700	0	HABIT+RUIS	0	3	0	3	
			91	400	0	RUISSEAU	0	3	0	3	
			93	3800	0	RUISSEAU	0	3	0	3	
							0	0	0	0	
			C	191	5265	5265		0	0	0	0
				192	1250	500		0	0	0	0
		208		12800	12800		0	0	0	0	
		214		20300	20300		0	0	0	0	
		384		25970	25970		0	0	0	0	
		385		40090	39700		0	0	0	0	
		386		2880	0	CHEMIN	0	0	0	0	
		387		41200	41200					0	
T O T A U X				537555	463285						

